

Histoire

Écrit

Épreuve commune

Sujet : Les États-Unis, puissance mondiale malgré elle ? (1823-1945)

Pour la neuvième année consécutive, l'épreuve écrite d'histoire s'est déroulée dans le cadre de la Banque d'épreuves littéraires commune aux Écoles normales supérieures (de Paris, Lyon, Cachan), à l'École des chartes et à d'autres grandes écoles désireuses de sélectionner pour leur propre oral des candidats au niveau reconnu. Le jury, en partie remanié par rapport à l'année précédente, était constitué de 50 correcteurs agréés par l'ENS (23), l'ENS de Lyon (23) et l'École des Chartes (4). Ils ont été répartis en 25 binômes ayant pour tâche d'assurer à chaque copie une correction fondée sur les recommandations précises données par les directions des trois écoles précitées, et les courbes de ces binômes ont été harmonisées entre elles, afin de garantir autant que possible le caractère à la fois équitable et sélectif de l'épreuve.

Sur les 4717 candidats de cette année (contre 4702 en 2017), 4636 étaient présents à l'épreuve de composition d'histoire (4584 en 2017), dont 5 ont rendu une copie blanche (17 en 2017). 76 candidats étaient absents (104 en 2017). La moyenne générale des notes a été de 10,16 (9,88 en 2017). Les notes inférieures à 6 ont représenté 11,5 % du total des copies (15,3 % en 2014), contre 33% pour celles allant de 6 à 9,5 (32,9% en 2017), 32,5 % pour celles entre 10 et 13,5 (32% en 2014) et 21,9% pour les notes égales ou supérieures à 14 (19,6% en 2014). Plus de la moitié des candidats ont donc obtenu une note supérieure ou égale à 10. Comme l'an dernier, près de 10% des copies (9,4 %) ont été notées entre 16 et 20.

Comme chaque année, les disparités de niveau entre les candidats portent autant sur des questions de forme que sur la connaissance du fond. Sans revenir sur l'exigence d'une orthographe et d'une expression écrite maîtrisées – c'est le moins qu'on puisse attendre des lauréats d'un concours sélectif – trop de copies présentent des défauts de construction évitables : introductions interminables qui anticipent sur le développement et apportent souvent plus de confusion que de clarté, conclusions bâclées à la hâte faute d'une réflexion préalable sur le sens et le propos de la copie, multiplication des sommaires et résumés qui alourdissent inutilement la rédaction et donnent l'impression aux correcteurs qu'on doute de leur capacité de concentration, pour ne pas parler des digressions inutiles, quand elles ne sont pas franchement déplacées. Ce sont autant de travers qu'on peut corriger pour progresser.

Le sujet de la composition d'histoire questionnait cette année la manière dont la jeune nation américaine de 1823, soucieuse de se préserver du jeu des grandes puissances européennes, de la corruption du vieux monde et des politiques de domination, s'est hissée en un peu plus d'un siècle au statut de première puissance mondiale, victorieuse des forces de l'Axe en 1945, organisatrice de la paix autour de l'ONU, certes très vite entraînée dans la Guerre froide, mais aussi superpuissance économique et culturelle.

La formule « les États-Unis, puissance mondiale malgré elle » suggérait une réticence de la part des États-Unis ou, plutôt, de la part des dirigeants américains et/ou de leur(s) population(s) – puisqu'il était impératif de déconstruire cet acteur collectif et de le détailler au fil de la composition pour ne pas verser dans une vieille histoire faite de nations incarnées et de dirigeants tout puissants – à assumer la position que leur confère leur montée en puissance, et notamment leur rôle majeur dans les deux guerres mondiales du XX^e siècle. Un des enjeux de la composition était évidemment de préciser la nature, les ressorts et les composantes de cette réticence, qui renvoie pour partie au principe de *non entanglement* laissé en héritage aux Américains par George Washington en matière de diplomatie (la notion d'*entanglement* se rapportant à des engagements contraignants, susceptibles de se transformer en pièges pour la nation).

Cette réticence renvoie à des catégories classiques de l'histoire américaine, telles que le couple isolationnisme/interventionnisme, qu'on pouvait mobiliser mais aussi discuter. Derrière ces étiquettes commodes de l'histoire diplomatique et militaire, qui peuvent aussi caractériser l'état d'esprit des Américains et de leurs dirigeants à certains moments de l'histoire, l'enjeu était en effet de mettre en lumière les choix et les stratégies des acteurs, sans omettre leurs hésitations et leurs erreurs, et de mettre en lumière les atouts, les contraintes et les contextes qui déterminaient ces choix.

On attendait des candidats, à cet égard, qu'ils puissent distinguer les attributions respectives des acteurs institutionnels de la décision – le Président, le Secrétaire d'État, le Congrès et ses deux chambres (Sénat et Chambre des Représentants), pour s'en tenir au niveau fédéral – sans négliger le rôle d'acteurs moins officiels, tels qu'Alfred Mahan, par exemple, dont les écrits influencent le réarmement naval des États-Unis, élément déterminant de la montée en puissance stratégique et commerciale des États-Unis.

Il fallait aussi mettre en lumière le poids de l'« opinion publique », dont nous savons qu'elle est toujours plus ou moins une construction, qu'elle se manifeste à travers le vote des élus des États concernés par les conséquences potentielles des initiatives de l'exécutif ou influencés par les sympathies de leur population, par des campagnes de presse (comme dans le cas de l'intervention à Cuba en 1898) ou encore par les sondages d'opinion – Franklin Roosevelt les consulte et en tient manifestement compte dans la conduite de sa politique extérieure.

Un épisode de la question, le vote sur l'adhésion des États-Unis à la Société des nations, inventée et imposée par Wilson en 1918 – vote qui échoue à atteindre les deux tiers des suffrages au Sénat et laisse les États-Unis en dehors de la SDN – illustre bien la nécessité qu'il y avait pour les candidats de maîtriser les aspects institutionnels de la décision politique comme les ressorts des clivages partisans et des fluctuations de l'opinion. Par ailleurs, la dimension politique et militaire de la puissance américaine ne devait pas occulter ses aspects et fondements économiques, mais aussi culturels, même si le *soft power* américain – qui prend son essor après la Première Guerre mondiale, n'était pas au cœur du sujet ici.

Un plan chronologique était de toute évidence la solution la plus commode pour traiter le sujet, mais la première partie posait un problème délicat, puisque les États-Unis, jusque vers 1890, sont plus occupés à construire leur territoire, à l'élargir (au détriment du Mexique, notamment), à le découvrir, à le mettre en valeur, à l'occuper et, conséquence de cette conquête de l'espace, à se déchirer entre États esclavagistes et États libres lors de la guerre de Sécession entre 1861 et 1865 – qu'à intervenir dans les affaires du monde ou à conquérir des terres lointaines. Il était donc nécessaire d'assumer un certain déséquilibre chronologique. On rassemblera ici dans une première partie la période qui va de 1823, date de la déclaration de Monroe, à 1898, qui marque le basculement des États-Unis dans l'impérialisme, avec l'intervention américaine à Cuba. La non-adhésion des États-Unis à la SDN, en 1919, fournira le point d'articulation entre les deuxième et troisième parties.

1. De la doctrine de Monroe au tournant impérialiste (1823-1898)

En 1823, les États-Unis sont loin d'être une puissance mondiale et plus loin encore d'en avoir le projet. Affranchis de la tutelle britannique par la guerre d'indépendance, ils n'ont affronté les Anglais dans la guerre de 1812 que pour faire respecter leur neutralité dans le conflit opposant le Royaume-Uni à la France napoléonienne. D'une manière générale, ils n'entendent pas se mêler aux querelles et aux déchirements des Européens. L'idée des États-Unis comme nouveau monde exempt de la corruption européenne est d'ailleurs encore forte, et participe d'une forme d'isolationnisme, qui contribue à alimenter pendant toute la période le nativisme et la xénophobie. Cette volonté de retrait à l'égard des affaires internationales s'exprime dans la déclaration adressée par le président Monroe et son secrétaire d'État John Quincy Adams au Congrès des États-Unis, et relative aux inquiétudes et discussions soulevées par les mouvements d'indépendance dans les colonies espagnoles en Amérique, ainsi qu'à l'intérêt des Russes pour le vaste territoire de l'Oregon. La déclaration affirme hautement la volonté des États-Unis de se tenir à l'écart des rivalités européennes et de considérer « toute tentative de leur part pour étendre leur système à une portion quelconque de cet hémisphère comme dangereuse pour notre tranquillité et notre sécurité » et « toute intervention d'une puissance européenne, ayant pour objet soit d'obtenir leur soumission, soit d'exercer une action sur leurs destinées [...] comme la manifestation d'une disposition hostile à l'égard des États-Unis ».

La postérité de cette déclaration appelée couramment « doctrine de Monroe » vient notamment de ce qu'elle tend à ériger les États-Unis en défenseurs potentiels de « l'hémisphère occidental », c'est-à-dire du continent américain tout entier, contre les intrusions étrangères, et spécialement celles des Britanniques et des puissances coloniales espagnole et portugaise aux prises avec les indépendances. Soulignons cependant qu'il est quelque peu anachronique d'analyser (comme certains candidats n'ont pas hésité pas à le faire), la doctrine de 1823 à la lumière de son « corollaire », c'est-à-dire des conclusions paternalistes et interventionnistes qu'en tire Theodore Roosevelt en 1904, brandissant une sorte de devoir des nations considérées comme adultes et civilisées (anglo-saxonnes et protestantes de préférence) à l'égard des nations supposées immatures et incapables de gérer leurs affaires. Par la déclaration de 1823, les Américains énoncent leur volonté de tenir à distance les puissances européennes et de voir reconnues les aspirations à l'indépendance des nations de ce continent, mais ils n'en sont pas encore à se penser comme les protecteurs de ces dernières.

Dans cette première moitié du XIX^e siècle, le territoire habité des États-Unis, agrandi par l'achat de la Louisiane à la France, se présente sous la forme de trois « sections » : le Nord (ou Nord-Est) entre la côte atlantique, les Grands Lacs et le Middle West, région urbanisée où s'est développé très tôt l'industrialisation et l'entreprise capitaliste, au détriment de la petite propriété et de l'idéal agrarien ; le Sud, voué à la production

massive de coton pour le marché mondial et à l'esclavage ; l'Ouest, semi-aride, soumis à un marché de plus en plus national puis mondial, dont la conquête par des fermiers venus en grande partie de régions pauvres d'Europe entraîne l'exode forcé des Amérindiens.

Au déplacement de la frontière (le front pionnier de l'occupation des territoires de l'Ouest) s'ajoute l'acquisition par les États-Unis des territoires de la partie septentrionale du Mexique. En 1845, après l'intégration du Texas, le journaliste new-yorkais John O'Sullivan évoque la « destinée manifeste » des Américains de « nous déployer sur le continent confié par la Providence pour le libre développement de notre grandissante multitude » et le président Polk annonce, en se référant à la doctrine de Monroe, l'objectif d'un développement des États-Unis jusqu'à l'Océan Pacifique. Outre cette expansion continentale, le développement du commerce suscite d'ailleurs des expéditions maritimes, comme celles du Commodore Perry (1853-1854) qui ouvrent le Japon aux Occidentaux.

Mais, au fil de l'avancée vers l'Ouest, et de la création de nouveaux États, se pose un redoutable problème d'équilibre politique entre les États esclavagistes et les États libres – l'enjeu étant le nombre de sièges au Sénat, donc le contrôle de la décision fédérale – qui est réglé quelque temps par le « compromis du Missouri », avant que la loi sur le Kansas et le Nebraska, laissant le choix aux électeurs d'opter pour ou contre l'esclavage, ne précipite la marche vers la guerre de Sécession. Après presque quatre ans de combats (1861-1865), cette guerre, de loin la plus meurtrière de l'histoire américaine, donne l'avantage au Nord, le Sud subissant la Reconstruction jusqu'au retour au pouvoir des démocrates conservateurs (*Redeemers*), retour fatal à l'émancipation des noirs, voués en masse à une nouvelle dépendance sous la forme du métayage.

Durant cette guerre, le président de l'Union Abraham Lincoln et son secrétaire d'État William Seward (qui, en 1867, achète l'Alaska) se comportent à plusieurs reprises comme les dirigeants d'une grande puissance peu encline à se soumettre aux usages, arraisonnant dans les eaux internationales le navire des délégués de la Confédération chargés d'aller convaincre Londres et Paris de la reconnaître (elle y bénéficiait de certaines sympathies), imposant le blocus et répugnant à respecter le droit des neutres. Paradoxalement, ce sont les États-Unis qui sortent renforcés de cette guerre civile, sur le plan militaire et diplomatique. La victoire de l'Union leur confère une crédibilité qui leur permet de menacer d'intervention les Français au Mexique, de négocier sur un pied d'égalité avec l'Angleterre la fin du contentieux né de la guerre, et de peser sur la décision britannique de créer le Dominion du Canada.

Le *Gilded Age* (âge doré) des quarante dernières années du XIXe siècle alimente la montée en puissance des États-Unis. C'est la période qui voit l'émergence des grandes entreprises industrielles et de nouvelles classes sociales (« cols bleus » et « cols blancs »), la construction d'immenses fortunes et le développement du syndicalisme. C'est l'époque où 400 000 immigrants, au bas mot, arrivent chaque année, venus du Royaume Uni, d'Irlande, d'Allemagne et d'Europe du Nord, puis de plus en plus d'Europe centrale et orientale, d'Italie et du monde entier, alimentant la croissance des villes et le peuplement des terres de l'Ouest, important les cultures politiques et ouvrières européennes, et entraînant une montée de la xénophobie et du racisme. En 1890, le Bureau du recensement annonce la fin de la Frontière (au sens de bande frontière du peuplement). Au delà de l'analyse de Frederick Jackson Turner sur le rôle de la Frontière dans la construction de la mentalité américaine, un lien est couramment établi entre cette fin de la Frontière et l'éveil de l'impérialisme, qui prolongerait le mouvement de la conquête territoriale.

C'est au tournant des années 1870 et 1880 que s'opère un basculement dans la perception qu'ont les Américains de la place des États-Unis dans le monde et dans leur volonté de l'améliorer. À partir de l'exemple anglais, le capitaine Alfred Mahan affirme la nécessité d'une marine digne de ce nom pour assurer la sécurité du territoire, protéger les intérêts stratégiques et commerciaux américains à travers le monde et, finalement, propager l'influence américaine – ce que les missions faisaient déjà en Afrique et dans le Pacifique, d'une autre façon. Les États-Unis, qui avaient l'habitude de se penser protégés par les deux océans, et de ce fait invulnérables, entreprennent de développer et moderniser leur flotte. Ils passent entre 1880 et 1900 du 15^e au 4^e rang des puissances navales, derrière la Grande Bretagne, la France et la Russie. Le réarmement naval va donner aux États-Unis les moyens d'une politique impériale.

Ce basculement correspond aux mutations politiques de l'ère progressiste – beaucoup plus interventionniste et régulatrice que la période précédente – mais aussi à un mouvement d'affirmation des vertus et valeurs anglo-saxonnes. De ce point de vue, Théodore Roosevelt, le grand homme du progressisme américain, est proche de la sensibilité d'un Rudyard Kipling.

2. De la guerre contre l'Espagne à la non-adhésion à la SDN (1898-1919)

Le basculement impérialiste de la politique américaine – très vite dénoncé par une Ligue anti-impérialiste – est offert par la « splendide petite guerre » de Cuba en 1898. Une série d'incidents, plus ou moins graves, sur fond de répression des indépendantistes cubains par les troupes de la monarchie espagnole, suscite la sympathie des Américains qui identifient la cause cubaine à celle des *insurgents* américains lors de la guerre d'indépendance. Une campagne retentissante de la presse à gros tirages de Hearst et Pulitzer alimente l'indignation de l'opinion et conduit au vote par le Congrès d'une intervention militaire à caractère humanitaire. Les flottes américaines du Pacifique et de l'Atlantique sont mises à

contribution pour écraser la flotte espagnole aux Philippines et permettre le débarquement du corps expéditionnaire américain à Cuba. Le traité de paix et un vote du Congrès accordent l'indépendance à Cuba, fournissent aux Américains des bases à Porto Rico et Guam, et leur permettent d'annexer Hawaï et les Philippines. Une Ligue anti-impérialiste est fondée pour dénoncer ce nouveau cours de la politique extérieure américaine et les violences qu'il engendre.

Les Américains ont désormais un empire, certes restreint et assez peu formalisé, mais qui établit leur présence dans le Pacifique et offre la perspective d'une pénétration du gigantesque marché chinois. Leur présence sur les mers permet la sécurisation et donc le développement des investissements américains, qui restent toutefois limités, notamment en Chine, où les Japonais, au début du XXe siècle, sont beaucoup plus présents. Le percement d'un canal interocéanique dans l'isthme de Panama, projet inabouti de Ferdinand de Lesseps, retrouve sa pertinence. Un opportun mouvement indépendantiste panaméen permet de mettre la main sur cette région et d'entreprendre le percement, qui s'achève en 1914, à la veille de la Première Guerre mondiale. L'isthme devient une zone d'influence américaine. Le corollaire de la doctrine de Monroe, formulé par Theodore Roosevelt en 1904, justifie le rôle de gendarme de la puissance américaine, dont bénéficient les autres puissances à l'occasion :

« Tout ce que désire ce pays, c'est de voir dans les contrées voisines régner la stabilité, le bon ordre, la prospérité. Tout État dont le peuple se conduit bien peut se compter sur notre cordiale amitié. Si une nation montre qu'elle sait agir avec une efficacité raisonnable et un sens des convenances en matière sociale et politique, si elle maintient l'ordre et respecte ses obligations, elle n'a pas à redouter l'intervention des États-Unis. L'injustice chronique ou l'impuissance qui résulte d'un relâchement général des règles de la société civilisée peut exiger, en fin de compte, en Amérique ou ailleurs, l'intervention d'une nation civilisée et, dans l'hémisphère occidental, l'adhésion des États-Unis à la doctrine de Monroe peut forcer les États-Unis, même à contrecœur, dans des cas flagrants d'injustice et d'impuissance, à exercer un pouvoir de police internationale ».

C'est la politique du « gros bâton », qui n'est pas sans rapport avec la pratique du pouvoir de Th. Roosevelt à l'intérieur du pays et avec son programme du *Square Deal*, c'est-à-dire de politiques cherchant la conciliation des intérêts des parties en cause, quitte à les brusquer, en menaçant par exemple d'envoyer la troupe pour forcer les patrons des charbonnages de Pennsylvanie à négocier avec les grévistes. Les conférences de Portsmouth (1905) et d'Alger (1906), donnent à Roosevelt l'occasion de tenir le rôle, inédit pour un président américain, de médiateur dans la paix entre le Japon et la Russie et dans la crise du Maroc, où il favorise la position française tout en ménageant l'Allemagne. C'est le signe à la fois de la dimension internationale qu'a acquis le pays, qui commence à développer une forme de *Soft Power* (traduction d'Edgar Poe par Baudelaire, popularité de Buffalo Bill) et de l'abandon de sa prévention à endosser le rôle de grande puissance.

Dans les premiers temps de la Première Guerre mondiale, les États-Unis présidés par Woodrow Wilson s'efforcent de ne pas prendre parti et de continuer par exemple à vendre des armes et des munitions aux deux camps belligérants. Les dirigeants américains sont plus proches de la Grande-Bretagne et de la France, mais il faut tenir compte des dix millions environ d'immigrants d'origine allemande et des très nombreux Irlandais, hostiles à la Grande-Bretagne, en particulier pendant la répression du soulèvement de l'Irlande en 1916.

La peur d'un arrêt des exportations incite cependant le gouvernement américain à accorder de larges crédits commerciaux à la France et à la Grande Bretagne, sans commune mesure avec ceux qu'il concède aux Empires centraux, malgré l'opposition initiale du Secrétaire d'État Bryan, qui y voit une entorse à la neutralité américaine. En 1915, un emprunt franco-anglais de 500 millions de dollars est lancé sur le marché américain, il est suivi par d'autres, alors que les prêts à l'Allemagne ne représentent guère plus d'un centième de ce qui est alloué aux Alliés. Les problèmes de blocus naval expérimentés lors d'autres guerres refont surface. Les États-Unis ne peuvent plus commercer avec l'Allemagne en raison du blocus anglais, et les Allemands se lancent dans une guerre sous-marine sans merci, coulant notamment le *Lusitania*. Wilson balance entre la défense des droits des Américains sur les mers et la neutralité, avec l'objectif d'une paix sans vainqueur, position qu'il adopte dans son allocution au Sénat en janvier 1916 et lors des élections de novembre 1916, où il est réélu.

Mais c'est pour une autre politique qu'il opte finalement. La rupture des relations diplomatiques et l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Allemagne viennent de ce que les Allemands établissent une zone de guerre autour des îles britanniques (trois navires marchands américains sont coulés) : c'est une atteinte à la liberté des mers – enjeu crucial aux yeux des Américains, cause de la guerre de Tripoli, la première livrée par les États-Unis hors d'Amérique, en 1805, contre les pirates barbaresques qui rançonnaient les équipages – qui offre un motif indiscutable à l'entrée en guerre : « Le droit est plus précieux que la paix ». L'armée américaine n'est pas prête pour la guerre, elle ne possède pas les armements lourds qu'utilisent notamment les autres belligérants, mais le pays montre des capacités remarquables de mobilisation, d'organisation, de planification, de standardisation et il réplique à la guerre sous-marine par le système des convois protégés.

Il s'agit désormais pour Wilson de condamner les systèmes d'équilibre des forces en Europe pour établir une paix commune et durable. Wilson est le grand homme de la Paix, qui ne peut selon lui que résulter de la démocratisation. Sa popularité est immense. Il formule unilatéralement les buts de guerre des États-Unis. Ce sont les Quatorze points : cinq portent sur l'adoption d'une diplomatie au grand jour et la répudiation de la diplomatie secrète ; la liberté de naviguer sur les mers ; la suppression, autant que possible, des barrières économiques et le principe de conditions commerciales égales pour toutes les nations consentant à la paix ; la réduction des armements ; le règlement des questions coloniales en fonction du vœu des populations et des revendications équitables des gouvernements. Le quatorzième point, le plus important pour Wilson est la création d'une association générale des nations – ce sera la SDN –, afin d'offrir des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale aux petits comme aux grands États. Les autres points sont d'ordre territorial et soulèvent la question des aspirations des nationalités et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

La vision de Wilson est combattue par les partisans de la tradition américaine, celle de Washington et de Jefferson, qui consiste à refuser les alliances permanentes et contraignantes – c'est encore le principe du *non-entanglement*. Henry Cabot Lodge, membre de la commission des Affaires étrangères du Sénat développe son propre plan, qui exclut la création de la SDN. Wilson conduit la délégation américaine à la Conférence de la paix à Paris. Il demande et obtient que le pacte de la SDN soit élaboré en premier lieu, et arbitre en grande partie les débats. Mais, par deux fois, le 3 mai puis le 20 juin 1919, le Sénat, qui ne veut pas voir les États-Unis entraînés à combattre en Europe, ni les pays européens intervenir en Amérique latine, refuse de ratifier le traité de paix. Les vieux concepts, quelque peu isolationnistes, de la tradition politique américaine s'imposent contre l'ordre international prôné par l'homme qui a prétendu la dépasser et hisser son pays à un leadership mondial.

3. Des lendemains de la Première Guerre mondiale à la fondation de l'ONU (1919-1945)

Après une courte crise d'ajustement, qui se prolonge douloureusement pour les *farmers* touchés par la mévente, la chute des cours et l'endettement, les lendemains de la guerre sont une période de prospérité exceptionnelle et de développement industriel, suivie, au bout d'une décennie, d'une crise économique mondiale majeure. On présente parfois la période républicaine des années 1920 comme un moment d'isolationnisme, en raison notamment des lois des *quotas* qui restreignent l'immigration en 1921 et 1924, sans doute aussi parce qu'après la diplomatie mondiale de Wilson, les États-Unis semblent se recroqueviller sur les affaires nationales et la doctrine du *non-entanglement* triompher. En fait, ce sont les républicains, de retour au pouvoir qui, dans les années 1920, héritent de la délicate et complexe question des dettes de guerre et des réparations et sont donc contraints de contribuer à la résolution d'une question internationale très compliquée et aux enjeux très lourds.

Il s'agit en effet de retrouver une Europe prospère, pacifique, qui puisse constituer un partenaire commercial pour les États-Unis, et de rétablir le système de commerce international et d'investissements d'avant-guerre. Français, Anglais et Italiens exigent le paiement des réparations auxquelles ont été condamnés les Allemands et la diminution des taux d'intérêt qui pèsent sur leurs dettes. Les Américains font valoir que les dettes ne peuvent être annulées, car le Trésor américain a emprunté sur le marché et qu'il n'est pas question de faire payer les contribuables américains. Ils réfutent tout lien entre les dettes européennes, qui constituent des engagements, et les réparations fixées par le Traité de Versailles que les États-Unis n'ont pas ratifié. Les dirigeants américains surestiment la force de la Grande-Bretagne et ils craignent sa puissance financière. Les concessions américaines en termes de taux d'intérêt sont jugées insuffisantes par les Français qui ont payé l'impôt du sang. On ressuscite même la question de la dette impayée de la Guerre d'indépendance américaine. Alors que la Grande-Bretagne signe un accord de paiement, Poincaré réclame qu'on règle conjointement la question des dettes et des réparations, et il prend un gage en occupant la Ruhr.

Le gouvernement américain confie à un comité d'experts internationaux l'examen des capacités de paiement des Allemands, et il en sort le plan Dawes, accepté par la France, qui permet d'évacuer la Ruhr, et qui est suivi d'un plan Young, lequel lie de facto le paiement des dettes à celui des réparations et met en place un circuit financier. Rien n'est vraiment réglé et le sort réservé à une Allemagne rongée par l'inflation nourrit la montée du totalitarisme.

Un autre sujet brûlant est celui du désarmement, la montée en puissance de la flotte japonaise inquiétant à juste titre les États-Unis. D'une série de conférences entre les cinq grandes puissances navales (États-Unis, Grande-Bretagne, Japon, France et Italie), destinées à limiter la course aux armements dans ce domaine, les Américains retirent un sentiment trompeur de sécurité. Les États-Unis incitent l'Europe à désarmer, mais ils s'opposent au protocole de Genève dont le système de sanctions financières leur évoque une nouvelle *Sainte Alliance* incompatible avec la doctrine de Monroe. Les Américains sont très présents en Asie et en Amérique latine. Ils le sont aussi au Moyen-Orient, théâtre d'une nouvelle *diplomatie du pétrole*.

La Grande Dépression se traduit par un renforcement du protectionnisme. Les agressions du Japon, en Mandchourie et à Shanghai ne trouvent d'autres réponses qu'une condamnation morale de Hoover. Le Japon quitte la SDN en 1933. L'élection du démocrate Franklin Roosevelt en 1932 ne s'est pas jouée sur des

questions de politique étrangère, même s'il défend une vision wilsonienne. Le *New Deal* entend guérir la Grande Dépression qui a débuté aux États-Unis, et n'est pas pour rien dans la montée des dangers. Mais, au moins jusqu'en 1938, l'heure est à l'isolationnisme et Roosevelt agit fort peu face à la montée de régimes autarciques et bellicistes. Il offre toutefois une reconnaissance *de jure* à l'URSS, premier pas vers un rapprochement précieux, et il accorde l'indépendance aux Philippines. L'abandon de l'étalon-or, la dévaluation du dollar et l'abaissement réciproque des droits de douanes engagent un net redressement économique dont bénéficie notamment l'Amérique latine, avec laquelle il établit une relation de « bon voisinage ». À la conférence interaméricaine de Buenos-Aires en 1934, il déclare que les États-Unis sont désormais opposés à toute intervention armée.

La politique agressive du Japon à l'égard de la Chine et de la Mandchourie provoque peu de réactions des États-Unis, de même quand il s'affranchit des accords sur l'armement naval. Les États-Unis connaissent même un « raz de marée isolationniste », au moment où Hitler arrive au pouvoir. Selon Selig Adler (*The Great Isolationist Aberration*), le phénomène transcende les divisions économiques et politiques. Il résulte, à la fois, des politiques agressives du Japon de l'Allemagne et de l'Italie, de la Grande Dépression, et d'une perte de confiance à l'égard des dirigeants. Il exprime une fois encore la hantise américaine des alliances contraignantes et des organisations internationales. La commission Nye (sénateur républicain du Dakota du Nord) enquête sur la théorie selon laquelle l'entrée en guerre des États-Unis, en 1917, serait due, non pas aux principes de liberté et de sécurité maritimes, mais à la pression des banquiers soucieux de récupérer leurs créances. Des lois de neutralité sont votées par le Sénat de 1935 – après l'attaque de l'Éthiopie par l'Italie – à 1939. Ces lois interdisent la fourniture d'armes aux belligérants (1935) et l'octroi de prêts (1936), et ne font aucune distinction entre agresseur et agressé. Toutefois, celle de 1937 contient la disposition *Cash and Carry* (l'acheteur doit payer comptant et transporter lui-même ses achats) – qui va permettre aux Alliés de se fournir aux États-Unis – et celle de 1939 lève l'interdiction de la vente d'armements. Un projet d'amendement va jusqu'à demander que la guerre soit approuvée par référendum.

Dans le Discours de la Quarantaine (5 octobre 1937), Roosevelt annonce toutefois qu'il entend préserver la paix et il évoque une mise en quarantaine du Japon. Mais ce discours n'est encore pas suivi d'actes. Le Président ne fait pas part de sa préoccupation au moment de la conférence de Munich (1938), même s'il obtient du Congrès une augmentation des budgets de défense et s'il a déjà amorcé le rapprochement avec l'URSS. Tout se passe comme si Roosevelt, certainement conscient de la montée des dangers, pensait impossible à ce moment, pour des raisons d'équilibre politique intérieur, d'engager la lutte.

L'aggravation de la situation en Europe, en septembre 1939, permet un rapprochement du Président avec le Congrès et la création d'un Bureau des ressources de guerre, d'une Commission nationale consultative pour la défense, puis d'une Commission nationale et consultative pour la défense. On trouve dans ces instances des personnalités des grandes firmes automobiles. Le Comité des activités non américaines enquête sur la subversion marxiste et nazie. Mais l'accueil des Juifs qui fuient l'Allemagne est limité par les lois des quotas.

La défaite de la France secoue Roosevelt – qui n'a pas donné suite à l'appel à l'aide de Paul Reynaud – et l'opinion américaine, qui ne rejette plus majoritairement une entrée en guerre. Les dépenses militaires sont augmentées, une loi prescrit l'enregistrement de tous les hommes de 21 à 35 ans. Roosevelt, qui a promis de ne pas envoyer les « boys » outre-mer, est réélu. La loi Prêt-bail (17 décembre 1940) permet des livraisons et des aides financières aux Alliés sans créer de dettes, elle est étendue à l'URSS à partir du 21 juin 1941.

Jusqu'en août 1941, malgré des incidents avec les sous-marins allemands, Roosevelt hésite encore, impressionné par la force du courant isolationniste. Mais sa rencontre avec Winston Churchill débouche sur la Charte de l'Atlantique, qui s'inscrit dans le prolongement de son discours des quatre libertés du 6 janvier, et jette les bases d'une alliance élargie à l'URSS.

C'est le raid japonais du 7 décembre 1941 sur Pearl Harbor qui précipite l'entrée en guerre des États-Unis contre le Japon. Leurs alliées de l'Axe, l'Allemagne et l'Italie déclarent eux-mêmes la guerre aux Américains. Cette guerre se déroule sur deux fronts, l'Europe et le Pacifique.

Très vite, Roosevelt endosse le rôle de commandant en chef des forces alliées. C'est lui qui impose le débarquement en Afrique du Nord pour prouver la combativité de ses troupes et remobiliser l'opinion, et le débarquement massif et décisif en Normandie. C'est lui aussi qui impose en 1943 la notion de capitulation sans conditions, empruntée au général Grant de la guerre de Sécession, qui cherche à amadouer Staline lors des conférences de Téhéran en 1943 et de Yalta en 1945, qui refuse de voir en de Gaulle un représentant légitime de la France et souhaite un processus général de décolonisation (les deux choses sont liées) et insiste sur la création des Nations Unies.

Roosevelt préside aussi à la mobilisation nationale, grâce aux pouvoirs extraordinaires qui lui sont votés par le Congrès à partir de décembre 1941. Il décide, sans en informer le vice-Président ni le Congrès, de lancer le projet Manhattan qui aboutit à la production de la bombe atomique.

L'effort productif qui permet la victoire est gigantesque, et il permet aussi de relancer l'économie et de sortir de la crise. La stratégie consistant à organiser un débarquement en France pour soulager le front russe porte ses fruits, au prix de lourdes pertes, et conduit à la capitulation allemande, le 8 mai 1945. Les bombardements atomiques sur Hiroshima (6 août) et Nagasaki (9 août), commandés par Harry Truman, ancien vice-président et successeur de Roosevelt, accélèrent la capitulation japonaise, au prix encore de terribles pertes.

Les États-Unis sortent plus beaucoup forts et plus influents de la Deuxième Guerre mondiale. Ils surclassent désormais tous leurs rivaux, par la force de leur économie, leur avance technologique, leur prestige et organisent la paix et l'ordre mondial à travers l'ONU, le FMI et bientôt le GATT. Plus expérimentés et plus réalistes qu'en 1918, ils ont su engager – malgré une opinion publique peu lucide – et gagner une guerre d'une ampleur inédite. Mais la Guerre froide menace déjà leur leadership. Elle contredit l'illusion d'un triomphe de la vertu et de la bonne volonté sur le cynisme, et ne tarde pas à alimenter aux États-Unis une méfiance de l'opinion et des autorités à l'égard du monde extérieur, au moment même où le soft power américain, d'autant plus puissant qu'il est soutenu par la diplomatie américaine, est à son zénith.